

159e Assemblée des délégués Swiss Cycling

Annexe Point 7 de l'ordre du jour

Modifications des statuts

Proposition de F. Gallati visant à modifier les statuts afin d'augmenter le nombre de membres du comité directeur

Proposition de M. Reich visant à modifier les statuts en vue du nouveau modèle de promotion des associations, de la conformité en matière de protection des données, de la bonne gouvernance et de la sécurité juridique



PARTNER



CO-PARTNER



Sportstrasse 44
2540 Grenchen
swiss-cycling.ch

Proposition Franz Gallati

Déposée le : 30 janvier 2026

Afin de professionnaliser la direction stratégique et de rétablir la proximité avec la base, je sou mets dans les délais impartis la proposition suivante pour examen lors de l'assemblée des délégués 2026 :

1. Proposition

L'art. 35, al. 1 des statuts de Swiss Cycling doit être modifié comme suit :

Actuellement : « Le comité directeur se compose de 5 à 7 membres. »

Nouveau : « Le comité directeur se compose de **7 à 9** membres. »

2. Justification

La complexité des tâches de notre fédération a considérablement augmenté. Une extension modérée du comité est indispensable pour les raisons stratégiques suivantes :

- **Impact économique et sponsoring** : après la perte de partenaires importants, il est indispensable de disposer d'un responsable dédié à l'économie et au sponsoring au sein du comité afin de garantir durablement la base financière.
- **Rétablissement de la proximité avec la base** : la diversité de nos disciplines (de la route au VTT en passant par de nouveaux formats) ainsi que la représentation essentielle des régions linguistiques (Romandie, Tessin) nécessitent davantage de ressources pour mener un dialogue crédible avec les membres et les clubs.
- **Expertise spécifique** : des thèmes tels que les infrastructures VTT, le sport de masse, la numérisation, la réglementation complexe de l'UCI et une forte représentation des athlètes exigent des compétences spécialisées. Un comité directeur plus large (7 à 9 personnes, y compris la présidence) correspond également aux normes de gouvernance modernes des grandes fédérations sportives suisses.
- **Concernant le renouvellement du personnel** :

Je suis pleinement conscient que le fait de nommer plusieurs nouveaux membres au comité directeur en même temps représente un défi opérationnel. Mais dans la situation actuelle de notre fédération, il faut « passer par là ». Dans l'économie moderne, en particulier dans les start-ups agiles, ces phases de transformation et l'intégration rapide de nouvelles compétences sont le seul moyen de réagir aux changements radicaux du marché (tels que la perte de nos sponsors). Swiss Cycling a besoin de ce nouvel élan et de la mise en commun de toutes les forces.

Proposition de complément aux modifications des statuts 2026

De : Marisa Reich, membre du comité Swiss Cycling

À : Comité Swiss Cycling et Assemblée des délégués

Date : 30 janvier 2026

Objet : Complément urgent aux modifications des statuts concernant les garanties de bonne gouvernance

Résumé succinct : Pourquoi ces modifications ?

Les statuts sont adaptés à trois exigences centrales :

1. Nouveau modèle de promotion des fédérations de Swiss Olympic (à partir de 2026 / 27)

Swiss Olympic évaluera désormais les fédérations selon des critères quantitatifs et qualitatifs. Les statuts doivent expliciter la définition des membres, le développement des clubs, l'éthique et la structure de gouvernance. Documents conformément aux AFB et aux directives de promotion des fédérations de Swiss Olympic.

2. Conformité en matière de protection des données (LPD / RGPD)

La limitation des finalités, les délais de conservation, les droits des personnes concernées et des règles claires concernant la transmission des données sont essentiels, également pour la protection des membres.

3. Bonne gouvernance et sécurité juridique

Des règles claires relatives aux conflits d'intérêts, à la récusation, aux procédures en matière de dopage/éthique, à la bonne gouvernance et aux incompatibilités protègent la fédération et ses organes.

Ces compléments sont indispensables afin de :

- Satisfaire pleinement aux exigences du standard de branche pour le sport suisse (Swiss Olympic/OFSO) en matière de bonne gouvernance,
- Régler en interne, conformément à l'État de droit, les conflits relevant du droit des associations qui ne relèvent pas de la compétence du Statut d'éthique,
- Renforcer la confiance des membres, des délégués et des partenaires dans les structures dirigeantes de Swiss Cycling.

Quatre thèmes centraux

1. Développement des clubs et des régions (art. 5 al. 2 étendu, al. 4 étendu, al. 5 NOUVEAU, art. 52 al. 4 NOUVEAU)

Qu'est-ce qui est nouveau ?

- Intégration du sport populaire (art. 5 al. 2 et 4) : l'article sur le but inclut explicitement le cyclisme et l'usage du vélo également dans le sport populaire

et de loisirs ainsi qu'avec vélo électrique, et pas uniquement le sport de compétition orienté vers la performance.

- Promotion du développement (art. 5 al. 5) : Swiss Cycling reçoit une obligation statutaire claire de soutenir les clubs et les régions par des offres de conseil, de formats d'échange, des formations initiales et continues ainsi que la promotion de la relève.
- Fonctions clés (art. 52 al. 4) : le secrétariat reçoit le mandat clair de pourvoir de manière adéquate toutes les fonctions sportives clés (notamment sport d'élite, relève, sport populaire, gestion de l'environnement/clubs) conformément au règlement d'organisation.

Pourquoi maintenant ?

- Le nouveau modèle de promotion des fédérations de Swiss Olympic exige expressément le développement des clubs et des régions comme tâche de base et évalue dans le domaine de promotion des tâches de base (critère « développement des clubs et des régions », jusqu'à 3 points).
- Swiss Cycling se positionne ainsi de manière visible comme une fédération largement soutenue et non uniquement comme une organisation d'élite et de compétition.
- Pour les clubs, il en résulte une valeur ajoutée concrète : soutien planifiable et ancrage transparent des tâches de développement de la fédération dans les statuts.
- Le nouveau modèle de promotion exige des fonctions clés clairement définies et dotées de ressources suffisantes dans le domaine des tâches de base (notamment développement des clubs et des régions). Par ce complément, cette responsabilité est ancrée statutairement et rendue transparente vis-à-vis de Swiss Olympic et des clubs.

2. Protection des données et transparence (art. 35 NOUVEAU, art. 53 al. 3, art. 69 étendu)

Qu'est-ce qui est nouveau ?

- Procès-verbal (art. 35) : les décisions de l'Assemblée des délégués sont systématiquement consignées et publiées, ce qui accroît la traçabilité et la transparence.
- Publication des mandats (art. 53 al. 3) : les membres des commissions sont tenus dans un registre ; les mandats sont rendus transparents pour le comité.
- Limitation des finalités (art. 69 al. 1) : les données personnelles dans le CRM ne sont traitées que pour l'exécution des tâches légales et statutaires de la fédération ainsi que des obligations envers l'UCI, l'UEC, Swiss Olympic et l'OFSP.
- Règles claires de transmission (art. 69 al. 5) : transmissions obligatoires sans consentement individuel (p.ex. UCI, UEC, Swiss Olympic, OFSP, assurances, autorités), dans la mesure où elles sont nécessaires contractuellement ou légalement. Transmissions optionnelles avec opt-in

(p.ex. marketing, communication partenaires), clairement indiquées dans la déclaration de protection des données.

- Délais de conservation (art. 69 al. 8) : délais de conservation clairs (p.ex. données de licence uniquement pendant la durée de la licence plus une année) et suppression ultérieure.
- Droits des personnes concernées (art. 69 al. 9) : énumération explicite des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des données, de révocation des consentements et de plainte.

Pourquoi maintenant ?

- Les précisions renforcent le critère de qualité « thèmes sociétaux / éthique & équité » dans le modèle de promotion des fédérations, en particulier dans le domaine de la protection des données, de la transparence et de la gestion des asymétries de pouvoir.
- La LPD et le RGPD exigent des règles claires concernant la limitation des finalités, les délais de conservation, les droits des personnes concernées et la transmission des données ; les statuts créent à cet effet une base contraignante.
- Les problèmes antérieurs (p.ex. transmission de listes complètes de licences à des organisateurs) sont abordés en ce que les destinataires et finalités autorisés sont désormais clairement limités et documentés.
- La confiance des membres et des bénévoles est renforcée, car il est compréhensible quelles données sont utilisées à quelles fins et à qui elles sont transmises.

3. Conflits d'intérêts et gouvernance (art. 5, al. 6 NOUVEAU, art. 26, al. 2 et 3, art. 27, al. 4 et 6, art. 37, al. 1 à 4, 6, 7 et 9 à 11, art. 39, al. 3 à 10, art. 43 NOUVEAU, art. 48 élargi, art. 50, art. 52, al. 2)

Qu'est-ce qui est nouveau ?

- Ancrage des normes de gouvernance externes (art. 5, al. 6) : le nouveau modèle de promotion des associations (à partir de 2027) exige la preuve du respect des normes de bonne gouvernance ; l'ancrage statutaire crée une base contraignante. L'évaluation qualitative dans le domaine de promotion « tâches de base » comprend explicitement la « gestion de la fédération », la « transparence » et la « gestion des conflits d'intérêts » ; sans ancrage statutaire, il manque une légitimation formelle. Cette disposition apporte une clarté juridique en précisant que les normes externes (Swiss Olympic/OFSP) ne sont pas seulement des « recommandations », mais font partie intégrante de la gestion de la fédération Swiss Cycling.
- Motions et propositions de nomination (art. 26, al. 2 et 3) : distinction claire entre l'assemblée des délégués ordinaire et extraordinaire, y compris les délais ; améliore la prévisibilité et la transparence du processus décisionnel.

- Documents de séance (art. 27, al. 4 et 6) : précision des documents requis (rapport annuel, comptes révisés, budget, rapports des organes de contrôle, modifications des statuts/règlements) dans l'esprit d'une bonne gouvernance et en accord avec le modèle de promotion des associations.
- Stratégie de l'association (art. 37, al. 4) : obligation d'adopter au moins tous les quatre ans une stratégie assortie d'objectifs clairs et mesurables et d'envérifier régulièrement la mise en œuvre, conformément au critère de qualité « stratégie de l'association ».
- Promotion des principes éthiques (art. 37, al. 6) : le comité directeur est responsable d'un environnement sportif sûr, équitable et respectueux et veille à ce que le statut éthique soit mis en œuvre et révisé périodiquement.
- Protection du devoir de surveillance (art. 37, al. 9) : conformément à l'art. 37, al. 1, les membres du comité directeur sont tenus d'exercer une surveillance ; cette obligation ne peut être effective que si elle peut être exercée sans pression. La norme dans le secteur exige « un processus décisionnel démocratique et efficace au sein des organisations sportives » ; les pressions politiques empêchent cela. Swiss Sport Integrity a clairement indiqué que ces conflits doivent être réglés conformément au droit des associations – cette disposition crée la base statutaire nécessaire.
- Procédure en cas de campagnes internes et d'atteinte à la réputation (art. 37, al. 10) : les valeurs de l'association énoncées à l'art. 5 (« respectueuse, équitable, transparente ») sont déjà ancrées, mais sans règles de procédure, elles sont inefficaces en cas de comportement systématiquement inapproprié. La norme sectorielle exige des « mesures préventives efficaces » et une « protection contre les abus de pouvoir » ; les campagnes de pression internes constituent une forme d'abus de pouvoir au sein des instances. Cette disposition précise clairement que les campagnes portant atteinte à la réputation ne sont pas tolérées et doivent faire l'objet d'une enquête interne.
- Comité directeur – Composition et exercice des fonctions (art. 39, al. 3 à 10) : Concrétisation de la diversité (notamment en matière de genre et de régions linguistiques), des compétences professionnelles, de l'engagement en termes de temps ainsi que des procédures en cas de démission/destitution. Ces dispositions ancrent explicitement dans les statuts les obligations de diligence, de loyauté et d'intégrité des organes dans les statuts, concrétisent la gestion des relations personnelles dans les rapports de force et établissent des procédures claires pour traiter les éventuels manquements aux obligations des dirigeants. Elles sont conformes aux exigences du Statut d'éthique du sport suisse et aux normes sectorielles de Swiss Olympic en matière de bonne gouvernance et de conformité dans les fédérations sportives nationales.
- Conflits d'intérêts et récusation (art. 43 NOUVEAU) : obligation de déclarer les liens d'intérêts et de se récuser lorsque ses propres intérêts, ceux de sa famille ou ceux d'entités économiques liées sont concernés ; s'applique au comité directeur, à la direction et aux autres organes de l'association.

- Fonctions de direction et fonctions clés (art. 48, al. 1 à 4 NOUVEAU et art. 52 al. 4) : précision des tâches de la direction et du secrétariat afin de garantir une gestion professionnelle et un taux d'occupation adéquat pour les fonctions clés dans le domaine des tâches de base (notamment développement de l'association, sport de masse, relève).
- Incompatibilités (art. 50, al. 3) : les membres de la direction ne peuvent exercer aucune fonction de direction stratégique (présidence/comité directeur) au sein d'associations cantonales, régionales ou spécialisées de Swiss Cycling afin de garantir leur indépendance.

Pourquoi maintenant ?

- Le modèle de promotion des associations évalue la qualité de la gestion des associations (notamment la stratégie, le règlement organisationnel, la gouvernance, la gestion des conflits d'intérêts) sur une échelle allant jusqu'à 12 points ; les adaptations garantissent ici une base claire et compréhensible.
- Des règles précises concernant les demandes, les documents, les rôles, les récusations et les incompatibilités apportent une clarté opérationnelle, réduisent les conflits de rôles et renforcent le professionnalisme dans la direction et la surveillance.
- La transparence des liens d'intérêts et la séparation claire des fonctions renforcent la confiance des membres, des partenaires et des autorités dans les décisions des organes.

4. Administration de la justice : séparation claire entre le dopage/éthique (art. 60 NOUVEAU, art. 61 élargi, art. 62 élargi)

Quelles sont les nouveautés ?

- Dispositions disciplinaires visant à séparer clairement les compétences en matière d'administration de la justice (art. 60 NOUVEAU, art. 61, al. 2, et art. 62, al. 3, 5, 7 et 8) : les cas de dopage et d'éthique relèvent expressément de la compétence de Swiss Sport Integrity et du Tribunal suisse du sport ; la cour d'appel interne n'est plus compétente que pour les litiges relevant du droit des associations et de l'organisation sportive au sein de Swiss Cycling.
 - **Neutralité** : des instances spécialisées et indépendantes jugent les cas de dopage et d'éthique.
 - **Protection juridique** : les personnes concernées conservent la possibilité de faire appel des décisions devant des instances supérieures (p. ex. TAS).
 - **Clarté** : les juges internes sont écartés des affaires délicates

Pourquoi maintenant ?

- Une éthique claire : les questions de dopage et d'éthique sont systématiquement traitées conformément aux normes nationales par Swiss Sport Integrity et le Tribunal arbitral du sport, selon des procédures uniformes et équitables.

Proposition au comité directeur et à l'assemblée des délégués

Je propose :

- D'intégrer les ajouts proposés dans les modifications des statuts 2026 qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée des délégués du 14 mars 2026.
- Que le secrétariat établisse une synthèse présentant ces modifications et les nouveaux ajouts, au plus tard le 20 février 2026.
- Complément au règlement d'organisation (en particulier procédure selon l'art. 37, al. 9) d'ici au deuxième trimestre 2026, avec la participation du comité directeur et d'un expert indépendant en matière de gouvernance dans le sport suisse.
- Rapport annuel à l'assemblée des délégués sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des normes de bonne gouvernance conformément au statut éthique et aux articles pertinents des statuts, à compter de l'AD ordinaire de 2027.

Remarque: Nous n'avons reçu ce document que le 12 février et la traduction ne pouvait pas encore être faite.

La version française suivra au plus tard le mercredi 18 février.

SWISS
CYCLING

STATUTEN SWISS CYCLING

Version 202~~6~~

hat gelöscht: 5

INHALTSVERZEICHNIS

<u>Inhaltsverzeichnis</u>	<u>2</u>
<u>Kapitel 1 Name und Sitz</u>	<u>3</u>
<u>Kapitel 2 Zweck und Ziele</u>	<u>3</u>
<u>Kapitel 3 Mitgliedschaft</u>	<u>4</u>
<u>Kapitel 4 Organisation</u>	<u>7</u>
<u>Kapitel 4A Delegiertenversammlung</u>	<u>8</u>
<u>Kapitel 4B Vorstand</u>	<u>12</u>
<u>Kapitel 4C Präsidentenkonferenz</u>	<u>16</u>
<u>Kapitel 4D Geschäftsleitung</u>	<u>16</u>
<u>Kapitel 4E Geschäftsstelle</u>	<u>18</u>
<u>Kapitel 4F Kommissionen</u>	<u>18</u>
<u>Kapitel 4G Geschäftsprüfungskommission</u>	<u>19</u>
<u>Kapitel 4H Externe Kontrollstelle</u>	<u>20</u>
<u>Kapitel 4I Rechtspflegeorgane</u>	<u>20</u>
<u>Kapitel 5 Finanzen und Rechnungswesen</u>	<u>22</u>
<u>Kapitel 6 Datenschutz</u>	<u>23</u>
<u>Kapitel 7 Auflösung</u>	<u>24</u>
<u>Kapitel 8 Varia und Inkrafttreten</u>	<u>24</u>

KAPITEL 1 NAME UND SITZ

Art. 1 Name

¹ Unter dem Namen Schweizerischer Radfahrer-Bund (SRB) besteht im Sinne der Bestimmung von Art. 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und der Statuten eine Vereinigung von natürlichen und juristischen Personen, die den Radsport und das Radfahren in der Schweiz betreibt und fördert.

² Die Kurzbezeichnung für den Namen der Vereinigung lautet Swiss Cycling.

³ Swiss Cycling ist parteipolitisch und konfessionell unabhängig und steht zu den Grundprinzipien der Demokratie.

Art. 2 Sitz

Der Sitz von Swiss Cycling befindet sich am Standort der Geschäftsstelle oder einem durch den Vorstand festgelegten Standort.

Art. 3 Handelsregister

Swiss Cycling ist im Handelsregister eingetragen.

Art. 4 Weibliche Form

Die in diesen Statuten verwendeten Begriffe wie Radsportler, Radfahrer, Präsident, Geschäftsführer etc. beziehen sich immer auf Angehörige beider Geschlechter.

KAPITEL 2 ZWECK UND ZIELE

Art. 5 Zweck und Ziele

¹ Swiss Cycling ist eine Radsport-Vereinigung mit breiter Abstützung bei den Mitgliedern, im Tourismus, in der Wirtschaft und in der Politik.

² Swiss Cycling ist der anerkannte Sport- und Fachverband für alle Radsportler und Radfahrer und Velobegeisterten in der Schweiz. Er vertritt und fördert den Radsport und das Velofahren in all seinen Formen – vom ambitionierten Wettkampfsport über den Gesundheits- und Alltagsverkehr bis zum Freizeit- und Tourenradfahren, unabhängig von Alter, Leistungsniveau und eingesetzter Velokategorie (inkl. E-Bike).

³ Swiss Cycling setzt sich für einen gesunden, sauberen, respektvollen, fairen und erfolgreichen Radsport ein. Swiss Cycling und seine Organe und Mitglieder leben diese Werte vor, indem sie dem Gegenüber mit Respekt begegnen und transparent handeln und kommunizieren. Swiss Cycling und seine Mitglieder anerkennen und befolgen zu diesem Zweck die «Ethik-Charta», das Ethik-Statut des Schweizer Sports und das Doping-Statut von Swiss Olympic sowie die weiteren präzisierenden Dokumente seitens Swiss Olympic und des BASPO. Swiss Cycling verbreitet diese Prinzipien in seinem Wirkungsbereich.

⁴ Swiss Cycling fördert durch seine Mitglieder Kameradschaft, Freude und Verständnis für das Radfahren, – vom leistungsorientierten Wettkampfsport über gesundheitsorientierte Freizeitaktivitäten bis hin zur umweltfreundlichen Alltagsmobilität.

hat gelöscht: über

hat gelöscht: die

hat gelöscht: die

hat gelöscht: das

hat gelöscht: en

hat gelöscht: sport

hat gelöscht: und das Radfahren als für die Gesundheit wertvollen Volkssport.

⁵ Swiss Cycling fördert gezielt die Entwicklung seiner Vereine und Regionen. Der Verband unterstützt die Vereine insbesondere durch Beratungsangebote, Austauschformate, Aus- und Weiterbildungsangebote sowie Programme zur Nachwuchsförderung und stärkt so eine ausgewogene und zukunftsorientierte Verbandsstruktur in allen Sprachregionen der Schweiz.

⁶ Swiss Cycling verpflichtet sich, die Good-Governance-Anforderungen und Verbandsführungsstandards von Swiss Olympic und dem Bundesamt für Sport BASPO (insbesondere den Branchenstandard für den Schweizer Sport) umzusetzen und ihnen in Statuten, Organisationsreglement und internen Verfahren Rechnung zu tragen. Der Vorstand überprüft die Einhaltung dieser Standards regelmässig und berichtet der Delegiertenversammlung jährlich über den Umsetzungsstand.

Art. 6 Leitbild

Swiss Cycling legt seine Mission, Werte und Ziele in einem von der Delegiertenversammlung genehmigten Leitbild fest.

Art. 7 Mitgliedschaften

¹ Swiss Cycling ist das nationale Mitglied der Union Cycliste Internationale (UCI) und der Union Européenne de Cyclisme (UEC) und ist nationaler Vertreter des Radsports bei Swiss Olympic Association (SOA).

² Swiss Cycling kann sich weiteren nationalen und internationalen Organisationen mit gleichem oder ähnlichem Zweck anschliessen.

KAPITEL 3 MITGLIEDSCHAFT

Art. 8 Arten der Mitgliedschaft

¹ Swiss Cycling hat Einzel- und Kollektivmitglieder.

² Kollektivmitglieder:

- Vereine
- Kantonalverbände
- Regionalverbände
- Fachverbände
- Veteranenabteilung
- Andere juristische Personen und Personengemeinschaften

³ Einzelmitglieder:

- Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft
- Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft
- Club Member
- Ehrenmitglieder
- Freimitglieder

⁴ Als Mitglied im Sinne dieser Statuten gilt eine natürliche Person, welche über eine Einzel- oder Kollektivmitgliedschaft an Swiss Cycling angeschlossen ist, einen Mitgliederbeitrag entrichtet oder gemäss

Statuten davon befreit ist und im permanenten Mitgliederbestand geführt wird. Dieselbe Person wird für die Verbandsstatistik ungeachtet mehrfacher Funktionen oder Mehrfachmitgliedschaften nur einmal als Mitglied gezählt.

Art. 9 Vereine

¹ Mitglied von Swiss Cycling sind Vereine, welche im Sinne von Zweck und Zielen von Swiss Cycling den Radsport und das Radfahren betreiben. Vereine sind Mitglied im jeweiligen Kantonal- oder Regionalverband.

² Die Vereine sind verpflichtet, Swiss Cycling jeweils per 1. Januar des Jahres die aktuellen Mitgliederbestände in in der Datenbank von Swiss Cycling zu melden. Pro Mitglied sind mindestens folgende Daten zu liefern: Name, Vorname, Geburtsjahr, Geschlecht, Mitgliederdachorganisation (Verein), Mitgliederkategorie sowie eine direkte Kommunikationsmöglichkeit (z.B. E-Mail-Adresse).

³ Swiss Cycling stellt den Vereinen einmal jährlich eine Mitgliedschaftsrechnung für die gemeldeten stimmberechtigten Mitglieder.

hat gelöscht: Die Vereine sind verpflichtet, ihre stimmberechtigten Mitglieder (Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft und Club Member) in der Datenbank von Swiss Cycling zu erfassen, sofern die einzelnen Mitglieder dem zustimmen.

Art. 10 Kantonalverbände

¹ Kantonalverbände umfassen Vereine des betreffenden Kantons oder des Fürstentums Liechtenstein.

² Über allfällige Ausnahmen der kantonalen Zugehörigkeit eines Vereins entscheidet der Vorstand.

³ Kantonalverbände unterstützen Sportler, Vereine und Trainingsgruppen bei der Bemühung um finanzielle Unterstützung durch die kantonale Sportförderung.

Art. 11 Regionalverbände

¹ Regionalverbände umfassen Vereine eines Einzugsgebietes, das mehrere Kantone, Teile verschiedener Kantone oder Teile eines Kantons einschliessen kann.

² Die Festlegung des Einzugsgebietes ist Sache der Beteiligten. Bei Uneinigkeit entscheidet die Präsidentenkonferenz.

Art. 12 Fachverbände und Veteranenabteilung

Fachverbände sind Organisationen, die dem Zweck und den Zielen von Swiss Cycling nahestehen. Die Veteranenabteilung hat bei Swiss Cycling den Status eines Fachverbandes.

Art. 13 Andere juristische Personen und Personengemeinschaften

¹ Andere juristische Personen und Personengemeinschaften haben ihren Sitz in der Schweiz oder im Fürstentum Liechtenstein und

- betreiben neben dem Radsport noch weitere Sportarten, oder
- organisieren Radsportveranstaltungen, ohne eigene sporttreibende Mitglieder zu haben, oder
- engagieren sich für den Bau und / oder Unterhalt von Radsport-Infrastruktur, oder
- fördern als Vereinigung oder Interessengemeinschaft den Radsport, oder
- sind geschäftlich in der Velobranche tätig

² Andere juristische Personen und Personengemeinschaften können ihnen angeschlossene natürliche Personen als Club Member gemäss Art. 16 bei Swiss Cycling melden, sofern die natürlichen Personen dem zustimmen. Swiss Cycling stellt den juristischen Personen und Personengemeinschaften einmal jährlich eine Mitgliedschaftsrechnung für die gemeldeten Club Member.

Art. 14 Aufnahme von Kollektivmitgliedern

Die Aufnahme sämtlicher Kollektivmitglieder erfolgt durch den Vorstand von Swiss Cycling. Dem Aufnahmegesuch haben Vereine die gültigen Statuten und andere juristische Personen und Personengemeinschaften einen Gründungsnachweis zur Prüfung beizulegen.

Art. 15 Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft (Aktivmitglieder)

¹ Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft können alle stimmberechtigten Mitglieder eines Swiss Cycling angeschlossenen Vereins werden. Sie bezahlen den von Swiss Cycling festgelegten Jahresbeitrag und profitieren von Mitgliedervorteilen und -vergünstigungen.

² Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft haben Anrecht auf eine Sport- oder Funktionärslizenz gemäss den jeweils gültigen Reglementen. In begründeten Ausnahmefällen entscheidet die zuständige Fachkommission.

³ Der Vorstand kann spezifische Mitgliedschaften für Swiss Cycling Member, z.B. für Familien und Jugendliche bilden und einen angepassten Mitgliederbeitrag festlegen.

⁴ Zuständig für die Aufnahme von Swiss Cycling Members ist die Geschäftsstelle.

Art. 16 Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft (Einzelmitglieder)

¹ Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft können alle natürlichen Personen werden. Sie bezahlen den festgelegten Jahresbeitrag und profitieren von Mitgliedervorteilen und -vergünstigungen.

² Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft haben ein Anrecht auf eine Sport- oder Funktionärslizenz.

³ Der Vorstand kann spezifische Mitgliedschaften für Swiss Cycling Member, z.B. für Familien, Jugendliche oder Ehrenamtliche/Funktionäre für Swiss Cycling Initiativen bilden und einen angepassten Mitgliederbeitrag festlegen.

⁴ Zuständig für die Aufnahme von Swiss Cycling Members ist die Geschäftsstelle.

Art. 17 Club Member (Passivmitglieder)

¹ Club Member sind alle stimmberechtigten Mitglieder eines Swiss Cycling angeschlossenen Vereins, die der Verein gemäss Art. 9 gemeldet hat und die nicht bereits Swiss Cycling Member sind.

² Club Member sind zudem die natürlichen Personen einer Swiss Cycling angeschlossenen juristischen Person oder Personengemeinschaft, die diese gemäss Art. 13 gemeldet hat.

³ Club Member haben kein Anrecht auf eine Sport- oder Funktionärslizenz, verfügen über kein Stimm- und Wahlrecht an der Delegiertenversammlung und profitieren nicht von Mitgliedervergünstigungen.

hat gelöscht: k

hat gelöscht: oder

Art. 18 Ehrenmitglieder und Ehrenpräsidenten

¹ Zu Ehrenmitgliedern können Personen ernannt werden, die sich in hervorragender Weise um den Radsport oder Swiss Cycling verdient gemacht haben. Die Ernennung erfolgt auf Antrag der Präsidentenkonferenz durch die Delegiertenversammlung.

² Zum Ehrenpräsidenten kann ein ehemaliger Präsident / Co-Präsident von Swiss Cycling ernannt werden, der sich um Swiss Cycling in hervorragender Weise verdient gemacht hat. Die Ernennung erfolgt auf Antrag der Präsidentenkonferenz durch die Delegiertenversammlung.

Art. 19 Freimitglieder

¹ Mitglieder, die Swiss Cycling seit 50 Jahren angehören, werden Freimitglieder.

² Mitglieder, die sich durch langjährige, verdienstvolle Tätigkeit in Kommissionen oder als Funktionär von Swiss Cycling ausgezeichnet haben, können durch die Präsidentenkonferenz zu Freimitgliedern ehrenhalber ernannt werden.

Art. 20 Rechte und Pflichten der Mitglieder

¹ Die Mitglieder von Swiss Cycling gemäss Art. 8 haben das Recht, an der Delegiertenversammlung teilzunehmen und die jeweiligen Stimmrechte gemäss Art. 31 auszuüben.

² Kollektivmitglieder und Swiss Cycling Member mit und ohne Clubmitgliedschaft sind verpflichtet, den vom Vorstand festgelegten Mitgliederbeitrag zu leisten.

³ Die Vereine sowie die juristischen Personen und Personengemeinschaften sind verpflichtet, den vom Vorstand festgelegten Mitgliederbeitrag für Club Member zu leisten.

⁴ Die Mitglieder von Swiss Cycling anerkennen die jeweils gültigen Statuten, Reglemente und Beschlüsse von Swiss Cycling sowie der Verbände und Organisationen, denen Swiss Cycling angeschlossen ist, als verbindlich und richten sich danach.

Art. 21 Beendigung der Mitgliedschaft

¹ Die Mitgliedschaft bei Swiss Cycling endet bei natürlichen Personen mit dem Tod, bei juristischen Personen mit deren Auflösung und im Übrigen durch Austritt oder Ausschluss.

² Der Austritt ist mit einer Frist von 4 Wochen auf Ende des Kalenderjahres durch schriftliche Erklärung zuhänden der Geschäftsstelle möglich.

³ Ein Verein, der seinen statutarischen Pflichten, insbesondere der Beitragspflicht, nicht nachkommt oder den Interessen von Swiss Cycling schadet, kann durch die Präsidentenkonferenz nach vorgängiger schriftlicher Verwarnung von Swiss Cycling ausgeschlossen werden. Der Ausschluss von Kollektivmitgliedern bedarf der Zustimmung des Vorstandes.

⁴ Ausgetretene oder ausgeschlossene Mitglieder verlieren sämtliche Rechte gegenüber Swiss Cycling und haben kein Anrecht mehr auf dessen Vermögen und Leistungen.

Art. 22 Organe von Swiss Cycling

- A. Delegiertenversammlung
- B. Vorstand
- C. Präsidentenkonferenz
- D. Geschäftsleitung
- E. Geschäftsstelle
- F. Kommissionen
- G. Geschäftsprüfungskommission
- H. Externe Kontrollstelle
- I. Rechtspflegeorgane

Art. 23 Wahlvoraussetzungen

¹ Nur Swiss Cycling Member mit und ohne Clubmitgliedschaft gemäss Art.15 und Art.16 der Statuten sind in Organe wählbar. Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die externe Kontrollstelle und die Rechtspflegeorgane.

² Bei Wahlen und Bestellung der Organe ist auf eine angemessene regionale und sprachliche Vertretung sowie auf eine entsprechende Fachkompetenz zu achten.

KAPITEL 4A DELEGIERTENVERSAMMLUNG

Art. 24 Oberstes Organ

Die Delegiertenversammlung ist das oberste Organ von Swiss Cycling.

Art. 25 Zuständigkeit

¹ Die Delegiertenversammlung ist zuständig für die folgenden Geschäfte von Swiss Cycling mit Zweidrittelmehr der jeweils anwesenden Stimmberechtigungen:

- a) Annahme der Statuten
- b) Änderungen der Statuten
- c) Genehmigung des Leitbildes
- d) Fusion
- e) Auflösung, siehe auch Art. 66 dieser Statuten

² Die Delegiertenversammlung ist zuständig für die folgenden Geschäfte von Swiss Cycling mit einfachem Mehr der jeweils anwesenden Stimmberechtigungen:

- a) Abnahme der Jahresberichte
- b) Genehmigung der Jahresrechnung nach Entgegennahme der Berichte der Geschäftsprüfungskommission und der externen Kontrollstelle und Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
- c) Entlastung der Mitglieder des Vorstandes

d) Wahl

I. des Verbandspräsidenten / der Co-Präsidenten,

II. des Verbandsvizepräsidenten,

hat gelöscht: des

III. des Finanzchefs und

IV. der weiteren Mitglieder des Vorstandes (Art. 38 dieser Statuten).

- e) Wahl der Geschäftsprüfungskommission (Art. 55 dieser Statuten).
- f) Wahl der externen Kontrollstelle (Art. 56 dieser Statuten).
- g) Wahl der Einzelrichter und Mitglieder des Rekursgerichts (Art. 57 Abs. 2 bzw. Art. 58 Abs. 3 dieser Statuten)
- h) Beschlussfassung über Anträge (Art. 26 dieser Statuten).
- i) Ernennung von Ehrenmitgliedern und Ehrenpräsidenten (Art. 18 dieser Statuten).
- j) Ehrungen
- k) Durch Gesetz und Statuten vorbehaltenen Angelegenheiten

Art. 26 Anträge und Wahlvorschläge

¹ Anträge und Wahlvorschläge an die Delegiertenversammlung können alle Mitglieder stellen. Dies gilt auch für die vorliegenden Statuten und deren Änderungen.

² Anträge und Wahlvorschläge zuhanden der ordentlichen Delegiertenversammlung müssen dem Vorstand bis spätestens sechs Wochen vor der Delegiertenversammlung schriftlich eingereicht werden.

³ Anträge und Wahlvorschläge zuhanden einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung sind dem Vorstand spätestens zehn Tage nach Einberufung einzureichen.

Art. 27 Einberufung

¹ Die ordentliche Delegiertenversammlung findet alljährlich spätestens im Mai statt. Der Termin wird jeweils an der Delegiertenversammlung für das nächste Jahr bekannt gegeben und im offiziellen Publikationsorgan von Swiss Cycling veröffentlicht.

² Der Vorstand ist berechtigt, so oft dringende Verbandsgeschäfte es erfordern, eine ausserordentliche Delegiertenversammlung einzuberufen. Der Vorstand ist verpflichtet, eine solche einzuberufen, wenn dies von Mitgliedern, die insgesamt ein Fünftel der Delegiertenstimmen repräsentieren, verlangt wird.

³ Die Einladung zur ordentlichen Delegiertenversammlung hat mindestens 30 Tage vor der Delegiertenversammlung durch Publikation im Verbandsorgan zu erfolgen. Die Frist zur Einladung zu einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung darf den Umständen entsprechend verkürzt werden.

⁴ Die Einladung hat die Traktandenliste sowie Anträge und Vorschläge zu durchzuführenden Wahlen zu enthalten. Zusätzlich sind den Delegierten der Jahresbericht, die vollständig revidierte und genehmigte Jahresrechnung mit Budget sowie die Berichte der Geschäftsprüfungskommission und der externen Revisionsstelle sowie allfällige Statuten- und Reglementsänderungen mindestens 14 Tage zur Vorbereitung zur Verfügung zu stellen.

⁵ In begründeten Fällen, insbesondere wenn die Durchführung einer physischen Versammlung nicht möglich oder nicht erlaubt ist, kann die Delegiertenversammlung schriftlich oder virtuell durchgeführt werden.

⁶ Bei schriftlichen oder virtuellen Delegiertenversammlungen stellt der Vorstand sicher, dass das Stimmrecht der Delegierten mittels geeigneter elektronischer Abstimmungs- oder Briefwahlverfahren ausgeübt werden

hat gelöscht: ⁴

kann, die Identität der Stimmberechtigten sowie die Einhaltung des Quorums überprüft werden und die Abstimmungsergebnisse nachvollziehbar protokolliert sind.

Art. 28 Tagesordnung und Protokoll

¹ An der Delegiertenversammlung kann nur über die auf der Tagesordnung aufgeführten Geschäfte Beschluss gefasst werden.

² Das Protokoll der Delegiertenversammlung ist im offiziellen Publikationsorgan von Swiss Cycling zu veröffentlichen.

Art. 29 Leitung

¹ Die Delegiertenversammlung wird vom Verbandspräsidenten / einem der Co-Präsidenten.

² Bei Verhinderung des Präsidenten leitet der Verbandsvizepräsident die Versammlung.

hat gelöscht: oder

hat gelöscht: en

hat gelöscht: geleitet

Art. 30 Zusammensetzung

Die Delegiertenversammlung setzt sich zusammen aus den Vertretern der Kollektivmitglieder und den Ehrenmitgliedern (Art. 31 dieser Statuten).

Art. 31 Stimmberechtigung

Die Stimmberechtigung ist wie folgt geregelt:

¹ Jeder Verein hat Anrecht wie folgt:

1) auf eine (1) Stimme, sofern der Verein mindestens 3 Swiss Cycling Members umfasst.

2) Vereine mit 20 bis 49 Swiss Cycling Members haben Anrecht auf zwei (2) Stimmen.

3) Vereine ab 50 Swiss Cycling Members haben Anrecht auf drei (3) Stimmen.

4) Jeder Verein hat zusätzlich Anrecht auf eine (1) Stimme, sofern der Verein mindestens 5 Lizenzen aufweist.

5) Jeder Verein hat ab 10 Lizenzen zusätzlich Anrecht auf zwei (2) Stimmen.

Massgebend sind die bei Swiss Cycling erfassten Swiss Cycling Member und Lizenzen des vergangenen Jahres.

² Jeder Kantonal-, Regional- und Fachverband hat Anrecht auf zwei (2) Stimmen.

³ Andere juristische Personen und Personengemeinschaften haben Anrecht auf eine (1) Stimme.

⁴ Die Mitglieder des Vorstandes, die Präsidenten der Kommissionen, die Ehrenmitglieder und Ehrenpräsidenten haben Anrecht auf eine (1) Stimme.

⁵ 50 Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft haben Anrecht auf eine (1) Stimme. Die 50 Mitglieder müssen namentlich aufgelistet und termingerecht bei Swiss Cycling gemeldet werden. Ihr Delegierter muss von ihnen durch Mehrheitsbeschluss bestimmt werden.

⁶ Die Stimmrechte der Vereine und Verbände können durch jeweils einen berechtigten Delegierten vertreten werden. Der Delegierte muss Swiss Cycling Member und Mitglied des vertretenen Vereins oder Verbands sein. Ein Delegierter kann nicht mehrere Parteien vertreten, eine Stimmenkumulation ist nicht zulässig. Der Delegierte der Swiss Cycling Member ohne Clubmitgliedschaft muss eines der 50 gemeldeten Mitglieder sein.

⁷ Delegierte und Ersatzdelegierte sind spätestens zwei Wochen vor der Delegiertenversammlung der Geschäftsstelle zu melden.

Art. 32 Beschlussfähigkeit

Die Delegiertenversammlung ist unabhängig von der Anzahl anwesender Stimmrechte beschlussfähig.

Art. 33 Beratende Stimmen und Antragsrecht

Die Leiter von Projekt- und Arbeitsgruppen, der Geschäftsführer, der Sportchef und die übrigen Bereichsleiter von Swiss Cycling haben beratende Stimme mit Antragsrecht.

Art. 34 Abstimmungen und Wahlen

¹ Die Abstimmungen und Wahlen sind offen vorzunehmen, sofern nicht eine geheime Durchführung durch einfaches Mehr der anwesenden Stimmrechte verlangt wird.

² Bei Abstimmungen über Sachgeschäfte gilt, vorbehaltlich abweichender Bestimmungen in diesen Statuten, gemäss Art. 25 die Mehrheit der abgegebenen, gültigen Stimmen. Zur Bestimmung des Mehrs werden die leeren und ungültigen Stimmen nicht angerechnet. Bei Stimmengleichheit hat jene Person den Stichentscheid, welche die Versammlung leitet (gem. Art. 29).

³ Wahlen werden im ersten Wahlgang mit absolutem (50% + 1), im zweiten Wahlgang mit relativem Mehr der abgegebenen Stimmen getroffen. Zur Bestimmung des Mehrs werden die leeren und ungültigen Stimmen nicht angerechnet. Bei Stimmengleichheit im zweiten Wahlgang werden weitere Wahlgänge durchgeführt, bis ein Mehrheitsentscheid zu Stande gekommen ist.

Art. 35 Protokoll, Inkrafttreten von Beschlüssen und Publikation

¹ Die Verhandlungen und Fragen sind zu protokollieren.

² Das Protokoll ist nach seiner Genehmigung durch die Protokollprüfer ohne Verzug an die nachstehenden Stellen zu versenden:

- den Vorstand;
- die Organe und ständigen Kommissionen;

- die Regionalverbände.

³ Beschlüsse treten zum nächstmöglichen Zeitpunkt in Kraft, sofern die Delegiertenversammlung nichts anderes beschliesst.

⁴ Die gefassten Beschlüsse und die neuen Statutentexte sind innert 30 Tagen nach der Delegiertenversammlung in den offiziellen Publikationen zu publizieren.

KAPITEL 4B VORSTAND

Art. 36. Strategisches Führungsorgan

¹ Der Vorstand ist das strategische Führungsorgan von Swiss Cycling. Er sorgt für die zukunftsorientierte Entwicklung von Swiss Cycling. Der Vorstand gestaltet die Verbandspolitik.

² Der Verbandspräsident von Swiss Cycling ist der oberste Repräsentant von Swiss Cycling. Ein Co-Präsidium ist möglich.

hat gelöscht: 5

Art. 37. Zuständigkeit

¹ Der Vorstand übt in allen Belangen die Aufsicht über die Tätigkeit von Swiss Cycling aus.

² Der Vorstand verfügt über sämtliche Entscheidungskompetenzen bei Swiss Cycling, die gesetzlich oder statutarisch nicht einem anderen Organ oder einer ständigen Kommission zugewiesen sind.

³ Operativ erlässt der Vorstand das Organisationsreglement, inkl. Pflichtenhefte für die Geschäftsleitung. Er stellt den Geschäftsführer ein und genehmigt auf Vorschlag des Geschäftsführers die Mitglieder der Geschäftsleitung. Der Vorstand genehmigt die vom Geschäftsführer vorgeschlagene Unterschriftenregelung, Bildung von Arbeitsgruppen und weiterer Pflichtenhefte.

⁴ Verpflichtung, mindestens alle vier Jahre eine Strategie mit klaren, messbaren Zielen zu verabschieden und deren Umsetzung regelmässig zu überprüfen – entsprechend dem Qualitätskriterium „Verbandsstrategie“.

⁵ Der Vorstand bestimmt das Publikationsorgan. Dieses ist Marketing- und Kommunikationsinstrument für Swiss Cycling und alle Mitglieder. Zudem dient es als Diskussionsforum für sämtliche Mitglieder und Organe von Swiss Cycling.

⁶ Der Vorstand ist verantwortlich für die Förderung eines sicheren, fairen und respektvollen Sportumfelds und stellt sicher, dass die Ethikgrundsätze des Schweizer Sports sowie das Ethik-Statut von Swiss Olympic im Verband umgesetzt und periodisch überprüft werden.

⁷ Der Vorstand ist namentlich zuständig für die folgenden Geschäfte von Swiss Cycling:

- Mittelfristige Verbandsplanung mit Finanzrahmen für 4 Jahre
- Festsetzung und Änderung der Mitgliederbeiträge
- Verabschiedung des Budgets

hat gelöscht: 6

hat gelöscht: die nicht ausdrücklich anderen Organen zugewiesen sind....

hat gelöscht: ²

hat gelöscht: ³

hat gelöscht: ⁴

- Festlegung und Änderung des Sitzes von Swiss Cycling
- Vertretung und Beziehungen von Swiss Cycling nach aussen
- Entscheid über Mitgliedschaften in anderen Verbänden
- Erlassen des Organisationsreglements
- Erlassen von Pflichtenhefte für die Geschäftsleitung
- Genehmigung von Reglementen
- Evaluation des Geschäftsführers (ggf. Extern)
- Berufung der Delegierten von Swiss Cycling in die Verbände und Organisationen, denen Swiss Cycling angeschlossen ist und Erstellen der Wahlvorschläge der in die Organe dieser Verbände und Organisationen zu wählenden Mitglieder von Swiss Cycling
- Zustimmung zu Ausschlüssen von Kollektivmitgliedern gemäss Art. 21
- Weitere Zuständigkeiten gemäss Statuten.

hat gelöscht: Genehmigung

⁸ Der Vorstand kann zur Erfüllung seiner Aufgaben Kommissionen, Arbeits- und Projektgruppen einsetzen. Er wählt deren Präsidenten.

hat gelöscht: ⁵

⁹ Vorstandsmitglieder dürfen wegen der Ausübung ihrer gesetzlichen und statutarischen Aufsichtspflichten sowie wegen einer Kandidatur für ein Verbandsamt weder benachteiligt noch durch Drohungen, Druck oder Isolation an der Amtsausübung gehindert werden. Zuwiderhandlungen gelten als schwere Verletzung der Verbandswerte gemäss Art. 5 und können Anlass für ein Amtsenthebungsverfahren gemäss Art. 39 Abs. 8 gegen die handelnde Person geben. Die Delegiertenversammlung ist über solche Vorfälle zu informieren.

¹⁰ Gezielte interne Kommunikationsaktionen, die den Ruf von Amtsinhaber:innen mit dem Ziel beeinträchtigen, deren Kandidatur, Wiederwahl oder Aufsichtstätigkeit zu verhindern, widersprechen den Führungsgrundsätzen von Swiss Cycling und sind unzulässig. Der Vorstand stellt bei begründetem Verdacht ein dokumentiertes Klärungsverfahren sicher; die Einzelheiten werden im Organisationsreglement geregelt.

¹¹ Die Zuweisung weiterer Zuständigkeiten durch die Statuten und Reglemente von Swiss Cycling bleibt vorbehalten.

Art. 38. Einberufung

Der Vorstand versammelt sich auf Einladung des Verbandspräsidenten / einem der Co-Präsidenten, im Falle seiner Verhinderung des Verbandsvizepräsidenten oder auf Verlangen von mindestens 1/3 seiner Mitglieder, so oft es die Geschäfte erfordern.

hat gelöscht: 7

An den Vorstandssitzungen werden nur die in der mit der Einladung versandten Traktandenliste aufgeführten Geschäfte behandelt. Weitere Geschäfte können in die Traktandenliste aufgenommen und in der Traktandenliste aufgeführte Geschäfte können gestrichen werden, falls dies mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder beschlossen wird.

Art. 39. Zusammensetzung und Amtsausübungskriterien

¹ Der Vorstand besteht aus fünf bis sieben Mitgliedern:

hat gelöscht: 8

- Verbandspräsident,

hat gelöscht: / Co-Präsidenten

- Verbandsvizepräsident,

- Finanzchef
- zwei bis vier Mitgliedern.

hat gelöscht: und

² Die Vorstandsmitglieder werden von der Delegiertenversammlung gewählt.

³ Das männliche und das weibliche Geschlecht sollen im Vorstand nach Möglichkeit ausgewogen vertreten sein; als Zielgrösse gilt eine Vertretung von mindestens 40% je Geschlecht. Bei vorübergehenden Abweichungen legt der Vorstand dar, mit welchen Massnahmen er die Zielgrösse mittelfristig wieder erreichen will.

⁴ Bei der Bestellung des Vorstandes ist darauf zu achten, dass die verschiedenen Sprachregionen der Schweiz sowie die wesentlichen Tätigkeitsfelder von Swiss Cycling angemessen berücksichtigt werden.

hat gelöscht: 2 Bei der Bestellung des Vorstandes ist darauf zu achten, dass die Fachbereiche Finanzen, Marketing, Kommunikation, Recht und Sport sowie die verschiedenen Sprachregionen nach Möglichkeit angemessen vertreten sind.

⁵ Kandidierende für einen Sitz im Vorstand und amtierende Vorstandsmitglieder bringen die für ihre Funktion erforderliche Fachkompetenz mit, beteiligen sich aktiv an der strategischen Führung des Verbandes und leisten einen zeitlichen Beitrag, der der Verantwortung ihrer Rolle entspricht. Die erwarteten Kompetenzen und der durchschnittliche zeitliche Aufwand werden im Organisationsreglement und in den Pflichtenheften für Vorstandsmitglieder festgehalten.

hat gelöscht: Ferner müssen das weibliche und das männliche Geschlecht mindestens zu je 40% vertreten sein. ¹
3 Im Übrigen konstituiert sich der Vorstand selbst. ¹

⁶ Kandidierende reichen dem Vorstand von Swiss Cycling spätestens sechs Wochen vor der Delegiertenversammlung einen Lebenslauf ein.

hat formatiert: Deutsch

⁷ Gemäss Art. 69 ZGB bleibt der amtierende Vorstand – auch bei vorzeitigem Rücktritt einzelner Mitglieder – zur Weiterführung der Geschäfte bis zur ordentlichen oder zu einer einberufenen ausserordentlichen Delegiertenversammlung im Amt, um die Handlungsfähigkeit des Verbandes sicherzustellen und ein Führungsvakuum zu vermeiden.

⁸ Ist ein Vorstandsmitglied aus gesundheitlichen, beruflichen oder persönlichen Gründen dauerhaft nicht mehr in der Lage, seine Pflichten im Sinne der Statuten zu erfüllen, oder verweigert es die Amtsausübung, leitet der Vorstand gestützt auf Art. 70 Abs. 2 ZGB ein Amtsenthebungsverfahren ein. Dieses umfasst mindestens:

- o eine schriftliche Begründung des Antrags.
- o die Einberufung einer ausserordentlichen Vorstandssitzung.
- o die Einberufung einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung.
- o ein Beschluss mit absolutem Mehr der anwesenden Delegierten.

⁹ Beim Rücktritt des Präsidenten übernimmt gemäss Art. 5 der Statuten zunächst der Co-Präsident, hilfsweise der Vizepräsident interimistisch die Amtsgeschäfte. Innert 30 Tagen ist eine ausserordentliche Delegiertenversammlung zur Wahl des Präsidiums einzuberufen.

¹⁰ Die Mitglieder des Vorstands, der Geschäftsleitung sowie weiterer ständiger Organe von Swiss Cycling erfüllen ihre Aufgaben mit aller Sorgfalt und wahren die Interessen von Swiss Cycling in guten Treuen. Sie halten die anwendbaren Gesetze, diese Statuten, die Reglemente, das Organisationsreglement sowie das Ethik-Statut des Schweizer Sports ein.

- Führungspersonen verhalten sich jederzeit so, dass die Funktionsfähigkeit, die Glaubwürdigkeit und die Reputation von Swiss Cycling nicht beeinträchtigt werden. Sie vermeiden Situationen, die zu Interessenkonflikten, Abhängigkeiten oder Compliance-Risiken führen können.
- Persönliche Beziehungen, insbesondere Liebesbeziehungen zwischen Führungspersonen und ihnen direkt oder indirekt unterstellten Mitarbeitenden, sind dem zuständigen Organ offenzulegen. Swiss Cycling sorgt in solchen Fällen für angemessene organisatorische Massnahmen, um Interessenkonflikte, Abhängigkeiten und Machtmissbrauch zu verhindern.
- Schwerwiegende oder wiederholte Verletzungen der Pflichten nach diesem Artikel, einschliesslich der Nichteinhaltung interner Compliance-Vorgaben zu Interessenkonflikten, persönlichen Beziehungen und ethischem Verhalten, gelten als wichtiger Grund für die vorzeitige Abberufung aus einem Organ oder der Funktion, nach den in diesen Statuten vorgesehenen Verfahren.

¹¹ Im Übrigen konstituiert sich der Vorstand selbst.

Art. 40. Amtsdauer

Die Mitglieder des Vorstandes werden für die Dauer von drei Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig. Die gesamte Amtszeit darf 12 Jahre als Mitglied bzw. 15 Jahre als Präsident nicht überschreiten. Angebrochene Amtsperioden werden nicht angerechnet.

hat gelöscht: 3

hat gelöscht: 9

hat gelöscht: 12/15 Jahre

Art. 41. Beschlussfähigkeit

- ¹ Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend sind.
- ² Der Vorstand beschliesst mit dem einfachen Mehr der abgegebenen Stimmen. Der Verbandspräsident / einer der Co-Präsidenten hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid. Details hierzu sind im Organisationsreglement zu regeln.
- ³ Beschlussfassung auf dem Zirkularweg ist zulässig, es sei denn, ein Vorstandsmitglied verlangt die Beratung anlässlich einer Sitzung.

hat gelöscht: 0

Art. 42. Zeichnungsberechtigung

Der Vorstand bezeichnet die für Swiss Cycling zeichnungsberechtigten Personen und bestimmt die Art ihrer Zeichnungsberechtigung. Diese werden in einer Unterschriftenregelung festgehalten.

hat gelöscht: 1

Art. 43. Interessenbindungen und Ausstandspflichten

¹ Mitglieder des Vorstands, der Geschäftsleitung und anderer Verbandsorgane haben ihre persönlichen und geschäftlichen Interessenbindungen, welche im Zusammenhang mit der Tätigkeit für Swiss Cycling zu Interessenkonflikten führen können, offen zu legen.

² Mitglieder des Vorstands, der Geschäftsleitung und anderer Verbandsorgane treten in den Ausstand, wenn ein Geschäft sie selbst, nahe Angehörige oder mit ihnen wirtschaftlich verbundene Organisationen direkt betrifft oder der Anschein eines Interessenkonflikts besteht. In solchen Fällen nehmen sie weder an der Beratung noch an der Beschlussfassung teil.

³ Der Vorstand regelt die Einzelheiten zu Offenlegung und Dokumentation von Interessenbindungen sowie zum Umgang mit Interessenkonflikten in einem Reglement oder in einer internen Richtlinie.

KAPITEL 4C PRÄSIDENTENKONFERENZ

Art. 44. Präsidentenkonferenz

- ¹ Die Präsidentenkonferenz ist Konsultations-, Informations-, und Willensbildungsorgan gemäss Art. 43 der Statuten von Swiss Cycling.
- ² Die Präsidentenkonferenz ist Bindeglied zwischen dem Vorstand, der Geschäftsleitung von Swiss Cycling und der kantonalen, regionalen und Vereinsebene.
- ³ Sinn und Zweck der Präsidentenkonferenz ist ein breit abgestützter Informations- und Meinungsaustausch zwischen den verschiedenen Stufen des Nationalverbands Swiss Cycling.

hat gelöscht: 2

Art. 45. Konferenzinhalt

- ¹ Die Präsidentenkonferenz wird vom Vorstand und der Geschäftsleitung über die aktuellen Tätigkeiten von Swiss Cycling informiert.
- ² Anstehende Geschäfte und zukunftsrelevante Themen werden in der Präsidentenkonferenz willensbildend beraten. Je nach Thematik kann eine Präsidentenkonferenz auch als Workshop mit Arbeitsgruppen stattfinden.

hat gelöscht: 3

Art. 46. Einberufung

- ¹ Die Präsidentenkonferenz findet mindestens einmal im Jahr statt. Im Weiteren organisiert sich die Präsidentenkonferenz selbst und ist nicht an ein bestimmtes Durchführungsmuster gebunden.
- ² Der Vorstand von Swiss Cycling kann aus aktuellem Anlass eine Präsidentenkonferenz einberufen.

hat gelöscht: 4

Art. 47. Zusammensetzung

- ¹ Teilnahmeberechtigt an der Präsidentenkonferenz sind alle Präsidenten der bei Swiss Cycling angeschlossenen Vereine, der Regional- und Kantonalverbände, Fachverbände und des Veteranenverbandes, der Kommissionen (FAKO) für Wettkampfsport, Breitensport und ständigen Kommissionen, sowie der Vorstand und die Geschäftsleitung.
- ² Die Präsidentenkonferenz wird vom Verbandspräsidenten / einem der Co-Präsidenten von Swiss Cycling geleitet. Im Verhinderungsfall bestimmen die Präsidenten einen Stellvertreter.

hat gelöscht: 5

hat nach unten verschoben [1]: Im Verhinderungsfall bestimmen die Präsidenten einen Stellvertreter.

hat gelöscht: , der Geschäftsführer und der Sportchef von Swiss Cycling...

hat verschoben (Einfügung) [1]

KAPITEL 4D GESCHÄFTSLEITUNG

Art. 48. Operatives Umsetzungsorgan

hat gelöscht: 6

¹ Die Geschäftsleitung setzt sich aus den vom Vorstand ernannten Mitgliedern zusammen und übt gemeinsam die Funktion der Geschäftsführung aus. Der Geschäftsführer beantragt beim Vorstand die Mitglieder der Geschäftsleitung und regelt seine Stellvertretung.

² Die Geschäftsleitung hat folgende Aufgaben unter Berücksichtigung der Vorgaben des Verbandsfördermodells von Swiss Olympic:

- a) Führung der Verwaltung und aller Geschäftsbereiche von Swiss Cycling inkl. Personalverantwortung.
- b) Sicherstellung des täglichen Betriebs und der operativen Umsetzung der vom Vorstand beschlossenen Strategie sowie der Beschlüsse der Organe und ständigen Kommissionen.
- c) Vorbereitung, Organisation und Protokollführung der Sitzungen der Verbandsorgane.
- d) Entwicklung und Steuerung von Jahreszielen, Innovations-, Digitalisierungs- und Nachhaltigkeitsinitiativen (inkl. IT, Datenmanagement, Fan-/Mitglieder-Engagement und Digitalisierung der Verbandservices).
- e) Regelmässige und ausführliche Informationen an den Vorstand.
- f) Sicherstellung von Buchführung, Rechnungslegung, Budgetierung und Finanztransparenz gemäss den geltenden Vorgaben (insbesondere Swiss Olympic und BASPO).
- g) Entwicklung und Pflege der sportlichen, kommerziellen und organisatorischen Aktivitäten von Swiss Cycling (inkl. Events, Marketing, Partnerschaften).
- h) Förderung von Integrität, Transparenz, Compliance und der Einhaltung der relevanten Ethik-, Doping- und Governance-Bestimmungen.

³ Die Geschäftsleitung ist das ausführende Organ des Vorstandes und sorgt für eine wirkungsvolle und fachliche Vorbereitung der Geschäfte des Vorstandes sowie für die operative Umsetzung seiner Beschlüsse.

⁴ Die Mitglieder der Geschäftsleitung sind für die Einhaltung der internen Compliance-, Integritäts- und Ethikvorgaben von Swiss Cycling verantwortlich. Sie wirken bei Abklärungen zu möglichen Verstössen mit und unterstellen sich den im Organisationsreglement festgelegten Verfahren.

⁵ Die Geschäftsleitung wird durch den Geschäftsführer einberufen und geleitet.

⁶ Einzelheiten, insbesondere die Zuständigkeiten in den Geschäftsbereichen, bestimmt das Organisationsreglement.

hat gelöscht: ² Sie ist das ausführende Organ des Vorstandes und sorgt für eine wirkungsvolle und effiziente Vorbereitung der Sitzungen des Vorstandes und die Umsetzung seiner Beschlüsse.¶

hat gelöscht: ⁵

Art. 49. Zuständigkeit

¹ Die Geschäftsleitung koordiniert und unterstützt die Tätigkeiten aller Verbandsorgane und Gremien.

² Die Geschäftsleitung hat Bindegliedfunktion zwischen der strategischen und der operativen Ebene.

³ Die Geschäftsleitung ist für das operative Tagesgeschäft zuständig und verantwortlich.

hat gelöscht: 7

Art. 50. Zusammensetzung und Doppelmandate

¹ Die Geschäftsleitung besteht aus 2-5 Mitgliedern: Geschäftsführer, Leiter Dienste sowie bis zu drei weiteren Mitgliedern. Die Mitglieder der Geschäftsleitung werden auf Vorschlag des Geschäftsführers durch den Vorstand ernannt. Der Präsident/ Co-Präsident kann bei Bedarf den Sitzungen der Geschäftsleitung mit beratender Stimme beiwohnen.

² Die Geschäftsleitung kann durch Beschluss des Vorstandes anders zusammengesetzt oder erweitert werden.

³ Mitglieder der Geschäftsleitung dürfen keine strategischen Leitungsfunktionen (insbesondere Präsidium oder Vorstandsfunktionen) in Kantonal-, Regional- oder Fachverbänden von Swiss Cycling ausüben.

Art. 51. Stimmberechtigung

¹ Alle Mitglieder der Geschäftsleitung sind stimmberechtigt.

² Die Beschlussfassung erfolgt nach dem Konsensprinzip. Bei Stimmgleichheit entscheidet der Geschäftsführer und rapportiert dem Vorstand.

hat gelöscht: 48

hat gelöscht: 4

hat gelöscht: zwei

hat gelöscht: 49

KAPITEL 4E GESCHÄFTSSTELLE

Art. 52. Stabsstelle des Vorstandes und der Präsidentenkonferenz

¹ Die Geschäftsstelle bereitet alle Geschäfte der Organe von Swiss Cycling vor und vollzieht deren Beschlüsse.

² Die Geschäftsstelle organisiert und bereitet die Sitzungen der Organe von Swiss Cycling vor.

³ Die Geschäftsstelle wird vom Geschäftsführer von Swiss Cycling geleitet.

⁴ Die Geschäftsstelle stellt im Rahmen der verfügbaren Mittel sicher, dass die für Swiss Cycling relevanten Schlüsselfunktionen im Bereich Sport (insbesondere Leistungssport, Nachwuchs, Breitensport, Umfeldmanagement, Laufbahnberatung, Ausbildung, Forschung und Entwicklung sowie medizinische Betreuung) gemäss Organisationsreglement adäquat besetzt sind.

⁵ Einzelheiten bestimmt das Organisationsreglement.

hat gelöscht: 0

KAPITEL 4F KOMMISSIONEN

Art. 53. Kommissionen

¹ Kommissionen sind vom Vorstand eingesetzte Organe. Sie bestehen ordentlicherweise aus fünf bis sieben Mitgliedern, der Präsident wird vom Vorstand bestimmt. Die Kurzbezeichnung ist FAKO (für Fachkommission).

² Die Mitglieder der Kommissionen werden vom Vorstand für die Dauer von drei Jahren gewählt. Wiederwahl ist zulässig.

³ Die Geschäftsleitung führt ein Register aller Kommissionen und deren Mitglieder.

⁴ Die Organisation, Aufgaben und Kompetenzen der Kommissionen werden jeweils in einem individuellen Reglement durch den Vorstand geregelt.

hat gelöscht: 1

⁵ Die Kommission arbeitet im Rahmen der Zielvorgaben und Beschlüsse des Vorstandes. Sie sind dem Vorstand gegenüber verantwortlich. Organisatorisch und fachlich werden die Kommissionen gemäss Organigramm der Geschäftsleitung unterstellt.

Art. 54. Kommissionen für Sportbetrieb

Die Kommissionen für Wettkampfsport sind ständige, vom Vorstand eingesetzte Organe für die nachfolgenden Radsportdisziplinen. In diesen Fachkommissionen haben je ein Athletenvertreter und ein Trainer Einsitz:

- Strasse
- Bahn
- Quer
- MTB
- BMX
- Gravity
- Trial
- Swiss Cycling Guide
- Kommissäre

hat gelöscht: 2

Art. 55. Ständige Kommissionen

Der Vorstand kann weitere ständige Kommissionen wie z.B. Jugend-, Ausbildungs- oder Dopingpräventionskommission einsetzen.

hat gelöscht: 3

Art. 56. Arbeits- und Projektgruppen

Der Vorstand kann zudem bei Bedarf nicht ständige Arbeits- oder Projektgruppen einsetzen. Deren Aufgabe und Termine werden vom Vorstand jeweils klar vorgegeben.

hat gelöscht: 4

KAPITEL 4G GESCHÄFTSPRÜFUNGSKOMMISSION

Art. 57. Geschäftsprüfungskommission

¹ Die Geschäftsprüfungskommission besteht aus zwei bis vier Swiss Cycling Member mit Clubmitgliedschaft.

hat gelöscht: 5

² Die Geschäftsprüfungskommission hat die Arbeit der Organe von Swiss Cycling zu prüfen. Speziell geprüft werden:

- Finanzen und Rechnungswesen
- Marketing und Kommunikation
- Organisation Geschäftsstelle

³ Die Geschäftsprüfungskommission hat der Delegiertenversammlung schriftlich Bericht zu erstatten.

⁴ Die Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission werden von der Delegiertenversammlung für die Dauer von drei Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist möglich. Die Kommission muss über die für die Kontrollen notwendige Fachkompetenz verfügen und konstituiert sich selbst.

KAPITEL 4H EXTERNE KONTROLLSTELLE

Art. 58. Externe Kontrollstelle

- ¹ Die externe Kontrollstelle besteht aus mindestens zwei Rechnungs-Revisoren. Sie dürfen weder dem Vorstand, der Geschäftsleitung, der Geschäftsstelle noch den Rechtspflegeorganen von Swiss Cycling angehören.
- ² Als externe Kontrollstelle können auch juristische Personen wie Treuhandgesellschaften oder Revisionsverbände bestellt werden. Die externe Kontrollstelle hat jeweils die Jahresrechnung und die Bilanz nach den jeweils gültigen Vorschriften und Vorgaben zu prüfen und der Delegiertenversammlung schriftlich Bericht zu erstatten.
- ³ Die externe Kontrollstelle wird jeweils für die Dauer eines Jahres von der Delegiertenversammlung gewählt. Eine Wiederwahl ist möglich.

hat gelöscht: 6

KAPITEL 4I RECHTSPFLEGEORGANE

Art. 59. Einzelrichter Swiss Cycling

- ¹ Streitigkeiten zwischen Mitgliedern gemäss Art. 8 Statuten und/oder zwischen Mitgliedern und Swiss Cycling, die sich aus den Statuten und Reglementen ergeben, werden erstinstanzlich durch den Einzelrichter Swiss Cycling beurteilt und entschieden.
- ² Der Einzelrichter sowie sein Stellvertreter werden von der Delegiertenversammlung für eine Amtsdauer von jeweils drei Jahren gewählt. Wiederwahl ist zulässig. Wählbar sind Personen mit einem juristischen Hochschulabschluss und Wohnsitz in der Schweiz.
- ³ Entscheide des Einzelrichters können innert 10 Tagen nach Versand von den direkt Betroffenen ans Rekursgericht Swiss Cycling weitergezogen werden. Detaillierte Verfahrensvorschriften werden vom Vorstand Swiss Cycling in einem Rechtspflegereglement festgehalten.

hat gelöscht: 7

Art. 60. Disziplinarbestimmungen

- ¹ Verstösse von Mitgliedern, Organen, Funktionärinnen und Funktionären, Trainerinnen und Trainern oder Athletinnen und Athleten gegen Statuten, Reglemente oder Beschlüsse von Swiss Cycling, die nicht unter die Doping- oder Ethikbestimmungen fallen, können disziplinarisch geahndet werden.
- ² Als mögliche Sanktionen kommen namentlich in Betracht: Verwarnung, schriftlicher Verweis, Busse, Verlust von Rechten innerhalb des Verbandes, temporäre Sperre für Funktionen, Lizenzen oder Teilnahme an Verbandsanlässen sowie im Wiederholungs- oder schweren Fall der Ausschluss aus dem Verband.
- ³ Zuständig für die Anordnung der Sanktionen und den Instanzenweg sind die Rechtspflegeorgane von Swiss Cycling gemäss diesen Statuten und dem Rechtspflegereglement. Dieses regelt insbesondere das Verfahren, die Zuständigkeiten der Organe, die Rechtsmittel und die Fristen.

Art. 61. Rekursgericht Swiss Cycling

- ¹ Das Rekursgericht Swiss Cycling ist die Rekursinstanz für Entscheide des Einzelrichters Swiss Cycling.

hat gelöscht: 58

² Das Rekursgericht ist ausschliesslich zuständig für vereinsrechtliche und sportorganisatorische Streitigkeiten innerhalb von Swiss Cycling, namentlich im Zusammenhang mit Lizenzentzügen, Start- und Teilnahmeberechtigungen, verbandsinternen Sanktionen sowie der Anwendung von Statuten und Reglementen von Swiss Cycling. Für Doping- und Ethikfälle sowie für Fälle, die in die Zuständigkeit von Swiss Sport Integrity, des Schweizer Sportgerichts oder des Tribunal Arbitral du Sport (TAS) fallen, ist das Rekursgericht nicht zuständig.

³ Das Rekursgericht besteht aus einem Vorsitzenden und zwei Richtern. Detaillierte Verfahrensvorschriften werden vom Vorstand Swiss Cycling in einem Rechtspflegereglement festgehalten.

⁴ Die Mitglieder des Rekursgerichts werden von der Delegiertenversammlung für eine Amtszeit von jeweils drei Jahren gewählt, Wiederwahl ist zulässig. Wählbar sind Personen mit einem juristischen Hochschulabschluss und Wohnsitz in der Schweiz.

⁵ Die Entscheide des Rekursgerichts Swiss Cycling können innert 21 Tagen seit Versand unter Ausschluss der ordentlichen Gerichte an das Tribunal Arbitral du Sport (TAS) in Lausanne weitergezogen werden.

hat gelöscht: ³

hat gelöscht: ⁴

Art. 62. Dopingverbot, Ethik, Werte und Sanktionen

¹ Swiss Cycling steht für einen gesunden, sauberen, respektvollen, fairen, erfolgreichen und dopingfreien Radsport und bestimmt angemessene Präventionsmassnahmen auf Verbandsebene. Swiss Cycling lebt diese Werte vor, indem der Verband - sowie seine Organe und Mitglieder – dem Gegenüber mit Respekt begegnet, transparent handelt und kommuniziert.

² Swiss Cycling und seine Mitglieder unterstehen dem Doping-Statut von Swiss Olympic (nachfolgend „Doping-Statut“) und den weiteren präzisierenden Dokumenten sowie den Dopingbestimmungen der UCI. Als Doping gilt jede Verletzung der Art. 2.1 ff. des Doping-Statuts.

³ Dopingfälle im Zuständigkeitsbereich von Swiss Cycling werden nach den anwendbaren Anti-Doping-Bestimmungen von Swiss Olympic und World Anti-Doping Agency (WADA) behandelt. Zuständig für die Durchführung der Verfahren und die Verhängung von Sanktionen sind Swiss Sport Integrity und das Schweizer Sportgericht.

⁴ Swiss Cycling unterstellt sich dem Ethik-Statut des Schweizer Sports. Das Ethik-Statut ist für Swiss Cycling, seine Mitarbeitenden, Funktionäre, Mitglieder, Unterverbände, Clubs sowie für deren Mitarbeitende, Funktionäre und Mitglieder, sowie für Athleten, Coaches, Betreuer und Ärzte verbindlich. Swiss Cycling sorgt dafür, dass seine Mitgliedsverbände und Vereine das Ethik-Statut ebenfalls übernehmen und gegenüber ihren Mitarbeitenden, Funktionären und Mitgliedern durchsetzen.

⁵ Ethikfälle im Zuständigkeitsbereich von Swiss Cycling werden nach dem Ethik-Statut des Schweizer Sports behandelt. Zuständig für Meldung, Abklärung und Sanktionen sind Swiss Sport Integrity und das Schweizer Sportgericht.

⁶ Das Schweizer Sportgericht ist als erste Instanz für die rechtliche Beurteilung und Sanktionierung von Verstössen gegen das Doping-Statut ausschliesslich zuständig. Das Schweizer Sportgericht wendet sein Verfahrensreglement an. Entscheide in Dopingsachen des Schweizer Sportgerichts können unter Ausschluss der ordentlichen Gerichte beim Tribunal Arbitral du Sport (TAS) in Lausanne innert 21 Tagen ab Erhalt des begründeten Entscheids angefochten werden.

hat gelöscht: 59

hat gelöscht: ³

hat gelöscht: ³

hat gelöscht: Mutmassliche Verstösse gegen das Doping-Statut oder das Ethik-Statut werden von Swiss Sport Integrity untersucht und können entsprechend den mit dem Ethik-Statut definierten Fällen sanktioniert werden....
⁴

hat gelöscht: ⁴

⁷ Für Streitigkeiten aus der Anwendung der Statuten, Reglemente und übrigen Verbandsbestimmungen von Swiss Cycling, die nicht unter die Zuständigkeit von Swiss Sport Integrity oder des Schweizer Sportgerichts fallen, gelten die Rechtspflegeorgane von Swiss Cycling gemäss Art. 57 und 58 dieser Statuten.

⁸ Entscheide des Schweizer Sportgerichts können, soweit die anwendbaren Bestimmungen dies vorsehen, beim Tribunal Arbitral du Sport (TAS) in Lausanne angefochten werden.

hat gelöscht: ⁵

hat gelöscht: Das Schweizer Sportgericht ist als einzige Instanz unter Ausschluss der staatlichen Gerichte für die rechtliche Beurteilung und Sanktionierung von Verstössen gegen das Ethik-Statut zuständig. Das Schweizer Sportgericht wendet sein Verfahrensreglement an. Vorbehalten bleibt die Kompetenz von Swiss Sport Integrity zum Erlass von Massnahmen und Sanktionen in den mit dem Ethik-Statut definierten Fällen.

KAPITEL 5 FINANZEN UND RECHNUNGSWESEN

Art. 63. Finanzielle Mittel

Swiss Cycling beschafft sich die für den Verbandsbetrieb erforderlichen Mittel wie folgt:

- Mitgliederbeiträge
- Unterstützungsbeiträge der öffentlichen Hand
- Unterstützungsbeiträge der Swiss Olympic Association
- Lizenzgebühren
- Sponsorenbeiträge
- Gönnerbeiträge
- Gewinne aus eigenen Veranstaltungen
- Vermarktung der Verbandsrechte
- Vermarktung der Tour de Suisse - Rechte
- ~~Verkaufs- und Vermarktungserlöse~~
- Spenden
- Weitere Einnahmen

hat gelöscht: 0

Art. 64 Bemessung der Einnahmen

¹ Beiträge und Gebühren sind unter Berücksichtigung der weiteren Einnahmen so zu bemessen, dass Swiss Cycling seinen finanziellen Verpflichtungen jederzeit und langfristig nachkommen kann.

² Swiss Cycling berücksichtigt bei der Finanzplanung insbesondere die mehrjährige Förderlogik von Swiss Olympic und setzt die erhaltenen Fördermittel zweckgerichtet zur nachhaltigen Entwicklung von Basisaufgaben, Sport und Entwicklungsprojekten ein.

hat gelöscht: Einnahmen aus dem Merchandising und Dienstleistungen...

Art. 65 Mitgliederbeiträge

¹ Die Mitgliederbeiträge werden gemäss Art. 36 vom Vorstand festgelegt.

² Swiss Cycling fordert die Mitgliederbeiträge von Kollektivmitgliedern und Swiss Cycling Members mit und ohne Clubmitgliedschaft direkt ein.

³ Swiss Cycling fordert die Mitgliederbeiträge von Club Members gemäss Art. 9 und 13 bei den Vereinen bzw. den juristischen Personen und Personengemeinschaften ein.

Art. 66 Spesen und Entschädigungen

Der Vorstand regelt die Spesen und Entschädigungen der Mitglieder von Organen von Swiss Cycling in einem Spesenreglement.

hat gelöscht: R

Art. 67 Haftung

Für die Verbindlichkeiten von Swiss Cycling haftet ausschliesslich das Verbandsvermögen. Jede Haftung von Mitgliedern ist ausgeschlossen.

Art. 68 Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr von Swiss Cycling beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

KAPITEL 6 DATENSCHUTZ

Art. 69 Datenschutz

¹ Die Geschäftsstelle führt unter Aufsicht der Geschäftsführung eine Mitgliederdatenbank mit elektronischer Datenverarbeitung (CRM). Das CRM dient Swiss Cycling zur Verwaltung der Daten der Kollektiv- und Einzelmitglieder gemäss Art. 8 sowie von weiteren Personen, die Swiss Cycling ihre Daten zur Wahrnehmung spezifischer Dienstleistungen von Swiss Cycling zur Verfügung gestellt haben. Das CRM bildet die Grundlage für die Verbandsstatistik und die jährliche Meldung der Mitgliederzahlen und -strukturen an Swiss Olympic. Die Bearbeitung der Personendaten erfolgt ausschliesslich zur Erfüllung der gesetzlichen und statutarischen Aufgaben von Swiss Cycling sowie der Pflichten gegenüber nationalen und internationalen Verbänden und Behörden (insbesondere UCI, UEC, Swiss Olympic und BASPO).

² Im CRM werden folgende Daten von natürlichen Personen erfasst:

- Kontaktinformationen (Name, Vorname, Adresse, Telefonnummer, E-Mail)
- Mitgliederdaten (Geburtsdatum, Nationalität, Mitgliederkategorie, Mitgliedernummer, Vereinszugehörigkeit, Ein- und Austrittsdaten, Funktionen im Verband oder Verein, AHV-Nummer sofern benötigt, Abonnements)
- Ausbildungen bei Swiss Cycling
- Finanzinformationen (Rechnungshistorie)

³ Zum Zweck der Ausstellung einer Sport- oder Funktionärslizenz werden zudem folgende Daten erfasst:

- Lizenzkategorie, Lizenzhistorie, Lizenzversicherungen, UCI Nummer

⁴ Die Zustellung von offiziellen Dokumenten erfolgt grundsätzlich per E-Mail an die im CRM veröffentlichte Adresse. In besonderen Fällen kann sie per Post erfolgen.

⁵ Swiss Cycling kann Personendaten ohne zusätzliche Einwilligung an Dritte weitergeben, wenn dies zur Erfüllung der Verbandsaufgaben oder vertraglicher Pflichten notwendig ist (insbesondere an UCI, UEC, Swiss Olympic, BASPO, Versicherungen, Veranstalter von Wettkämpfen, Disziplinar- und Schiedsgerichte sowie IT-Dienstleister unter entsprechender vertraglicher Verpflichtung). Eine Weitergabe von Personendaten zu Marketingzwecken oder für Partner-Kommunikation erfolgt nur gestützt auf eine ausdrückliche Einwilligung der betroffenen Person (Opt-in), welche jederzeit widerrufen werden kann.

hat gelöscht: Die Mitglieder berechtigen Swiss Cycling, im CRM enthaltenen Personendaten an Dritte weiterzugeben, wenn sie vorgängig über Umfang und Zweck der Weitergabe der Daten informiert worden sind und dieser zugestimmt haben. Die Mitglieder können ihre Einwendung gegen die Weitergabe der Daten bei der Registration oder jederzeit per E-Mail an die offizielle Mailadresse von Swiss Cycling erklären.

⁶ Alle Personen, die Daten im CRM sehen oder bearbeiten dürfen, sind verpflichtet, eine Datenschutzerklärung zu akzeptieren.

⁷ Alle weiteren Informationen zum Datenschutz werden in einer Datenschutzerklärung geregelt, die auf der Webseite von Swiss Cycling publiziert ist.

⁸ Swiss Cycling bewahrt Personendaten nur so lange auf, wie dies zur Erfüllung der Verbandsaufgaben, zur Einhaltung gesetzlicher Aufbewahrungspflichten oder zur Durchsetzung oder Abwehr von Rechtsansprüchen erforderlich ist. Lizenz- und Wettkampfdaten sowie damit verbundene Disziplinarfälle können zu Beweis Zwecken während der hierfür notwendigen Dauer aufbewahrt werden; finanzrelevante Daten unterliegen den handels- und steuerrechtlichen Aufbewahrungsfristen.

⁹ Betroffene Personen haben im Rahmen des geltenden Datenschutzrechts das Recht auf Auskunft über die sie betreffenden Daten, auf Berichtigung unrichtiger Daten, auf Löschung oder Einschränkung der Bearbeitung, auf Datenübertragbarkeit sowie auf Widerruf erteilter Einwilligungen, soweit keine überwiegenden gesetzlichen oder vertraglichen Pflichten entgegenstehen.

KAPITEL 7 AUFLÖSUNG

Art. 70 Auflösung

¹ Die Auflösung von Swiss Cycling kann nur an einer zu diesem Zwecke einberufenen Delegiertenversammlung und mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen beschlossen werden.

² Für den Fall der Auflösung von Swiss Cycling geht das Vermögen zur Verwaltung an die Swiss Olympic Association (SOA) über, bis sich ein neuer Schweizerischer Sportverband mit gleichem oder ähnlichem Zwecke gebildet hat. Die SOA kann während der Dauer der Verwaltung den Ertrag aus dem Vermögen zur Förderung des Radsportes in der Schweiz verwenden.

KAPITEL 8 VARIA UND INKRAFTTRETEN

Art. 71 Vollzug

Der Vorstand ist mit dem Vollzug dieser Statuten beauftragt. Er erlässt die zur Ausführung notwendigen Reglemente. Diese müssen im Einklang mit den Statuten sein.

Art. 72 Verbandssprache

Die Verbandssprachen von Swiss Cycling sind Deutsch und Französisch. Wichtige Dokumente sind auch in Italienisch zu verfassen und bereitzustellen. Bei Unklarheiten gilt die deutsche Sprachversion.

Art. 73 Inkraftsetzung

Diese Statuten wurden von der Delegiertenversammlung vom **14. März 2026** genehmigt und sofort in Kraft gesetzt. Sie ersetzen die Statuten vom **15. März 2025**.

Grenchen, **14. März 2026**.

SWISS CYCLING SRB/FCS



Franz Gallati
Co-Präsident



Patrick Hunger
Co-Präsident



Thomas Peter
Geschäftsführer

hat gelöscht: **3**

hat gelöscht: **5**

hat formatiert: Hervorheben

hat gelöscht: **09**

hat gelöscht: **3**

hat gelöscht: **3**

hat gelöscht: **5**

hat formatiert: Hervorheben